



**MARCHÉ RELATIF A LA FOURNITURE D EQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELS AUX  
PERSONNELS DE L'OFFICE NATIONAL DES FORETS**

**RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)**

**APPEL D'OFFRES OUVERT EUROPEEN**

(passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique)

**ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE N° 2026-8700-003**

**Objet de la consultation**

Le présent marché a pour objet la fourniture d'équipements de protection individuels aux personnels de la Direction Territoriale Midi-Méditerranée de l'Office National des Forêts.

**Pouvoir adjudicateur**

Office National des Forêts  
Direction territoriale Midi-Méditerranée  
505 rue de la Croix Verte – CS 74208 – 34 094 MONTPELLIER cedex 5  
SIRET 66204311601305

**Personne signataire du marché**

La personne signataire de l'accord cadre est madame Valérie METRICH-HECQUET, Directrice Générale de l'Office National des Forêts.

<b>Date d'envoi de l'avis d'appel public à la concurrence</b>	<b>JOUE : 13/02/2026</b>  <b>Marchés Online /Site internet</b> Site internet : <a href="http://www.marches-publics.gouv.fr">www.marches-publics.gouv.fr</a>
<b>Date et heure limite de remises des offres :</b>	<b>Mercredi 18 mars 2026 à 17h00</b>

## **1. IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR**

### **1.1. Pouvoir adjudicateur**

Le pouvoir adjudicateur est l'Office National des Forêts, Direction Territoriale Midi-Méditerranée, Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 01305 dont le siège est à 505 rue de la Croix Verte - CS 74208 – 34 094 Montpellier cedex 5.

### **1.2. Personne en charge de l'exécution et du suivi du marché**

La personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre est le directeur territorial Midi-Méditerranée, agissant en vertu de la délégation de pouvoir n° 2019-01 du 14 janvier 2019 accordée par le Directeur général de l'O.N.F. aux directeurs territoriaux :

**M. Hervé HOUIN**  
**Directeur Territorial Midi-Méditerranée**  
ONF - DT MIDI-MEDITERRANEE  
505 rue de la Croix Verte - CS 74208- 34 094 MONTPELLIER

### **1.3. Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 130 du décret relatif aux marchés publics (nantissements ou cessions de créances)**

**Mme Catherine LEPETIT**  
**Agent Comptable Secondaire - Direction Territoriale Midi-Méditerranée.**  
ONF - AGENCE COMPTABLE SECONDAIRE DT MIDI MEDITERRANEE  
505 rue de la Croix Verte - CS 74208 – 34 094 MONTPELLIER  
Téléphone : 06 11 77 30 80- Email : [catherine.lepetit@onf.fr](mailto:catherine.lepetit@onf.fr)

### **1.4. Service auprès duquel des renseignements d'ordre technique ou administratif peuvent être obtenus**

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre **technique** est :

**M. Sébastien BATAILLE**  
**Adjoint au Responsable Santé Sécurité - Direction Territoriale Midi-Méditerranée.**  
ONF - DT MIDI-MEDITERRANEE  
1 Impasse d'Alicante – 30 000 NIMES  
Téléphone : 06 18 20 51 44 - Email : [sebastien.bataille@onf.fr](mailto:sebastien.bataille@onf.fr)

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre **administratif** est :

**Mme Sabrina LEBEAU**  
**Responsable territoriale Achats - Direction Territoriale Midi-Méditerranée.**  
ONF – SERVICE FINANCIER - DT MIDI-MEDITERRANEE  
505 rue de la Croix Verte - CS 74208 – 34 094 MONTPELLIER  
Téléphone : 06 09 31 14 29 - Email : [sabrina.lebeau@onf.fr](mailto:sabrina.lebeau@onf.fr)

### **1.5. Comptable assignataire des paiements**

Mme Catherine LEPETIT- Agent Comptable Secondaire de la Direction territoriale Midi-Méditerranée.  
Téléphone : 06 11 77 30 80- Email : [catherine.lepetit@onf.fr](mailto:catherine.lepetit@onf.fr)

## 2. CADRE DU MARCHÉ

### 2.1. Objet de l'accord-cadre

Le présent marché a pour objet la fourniture d'équipements de protection individuels aux personnels de la Direction Territoriale Midi-Méditerranée de l'Office National des Forêts.

L'exécution de ce marché est régie par le Cahier des Clauses Administratives générales des Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) pris par arrêté de 2021.

### 2.2 Procédure

Il s'agit d'un appel d'offres ouvert passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

### 2.3 Classification CPV

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

<b>18110000</b>	<b>Vêtements professionnels, vêtements de travail spéciaux et accessoires</b>
-----------------	---

## 3 CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ

### 3.1 Forme du marché

Il s'agit d'un accord cadre à bons de commandes en application des articles L.2162-1, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et 14 du code de la commande publique sans minimum et avec un maximum annuel de commandes de 358 000€ HT.

Le marché prend la forme d'un marché de fournitures exécuté à bons de commande dont les émissions se feront au fil de l'eau en fonction des besoins du pouvoir adjudicateur.

#### 3.1.1 **Décomposition en lots**

La consultation est constituée de 5 lots, chacun donnant lieu à un marché, décrits ci-dessous :

Numéro du lot	Contenu du lot	Maximum de commandes du lot annuel
Lot n° 1	FOURNITURE DE VÊTEMENTS DE PROTECTION AVEC MATIÈRE ANTI-COUPURE ET DE VÊTEMENTS DE TRAVAIL	140 000 €
Lot n° 2	PROTECTIONS RESPIRATOIRES ET DES YEUX	23 000 €
Lot n° 3	PROTECTIONS DE LA TÊTE ET PROTECTEURS CONTRE LE BRUIT	50 000 €
Lot n° 4	PROTECTION DES MAINS	60 000 €
Lot n° 5	CHAUSSURES DE SÉCURITÉ AVEC MATIÈRE ANTI-COUPURE	85 000 €

Chaque lot est attribué à un seul sous-missionnaire.

En raison de leur nature, les prestations objet du présent marché sont détaillées en annexe 1 intitulée « Liste des lots et descriptif des EPI ».

#### 3.1.2 **Décomposition en tranches**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

### **3.1.3. Fournitures non prévues**

Dans le cas où des fournitures autres que celles prévues dans le Bordereau des Prix s'avèraient nécessaires, les nouveaux prix afférents seront créés par assimilation à ceux existants et aux mêmes conditions que celles de l'offre de base.

Le BPU sera éventuellement modifiée en conséquence.

### **3.1.4. Limitation dans la création des nouveaux prix**

Les nouveaux prix pourront être créés dans la limite des 10% du total des lignes du BPU pour la durée maximum du marché. Au-delà de ce pourcentage, une modification du marché devra être conclue pour toute nouvelle création de prix.

### **3.1.5 Modalités d'attribution du marché**

Les candidats pourront présenter une offre pour un lot, plusieurs ou l'ensemble des lots.

Chaque lot sera attribué à un soumissionnaire.

Un soumissionnaire peut être attributaire de 3 lots maximum.

## **3.2 Durée du marché et délais d'exécution**

### **3.2.1 Durée du marché**

L'accord-cadre est conclu pour 12 (douze) mois à compter de sa date de notification. Il est renouvelable par tacite reconduction, par période d'une année. En cas de non-reconduction, le pouvoir adjudicateur notifiera sa décision au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, 2 (deux) mois avant la fin de l'année en cours.

Toutefois la durée totale de l'accord-cadre ne pourra pas excéder 4 (quatre) ans. Le titulaire de l'accord-cadre ne peut refuser la reconduction de l'accord-cadre.

L'émission de bons de commande ne pourra intervenir que pendant la durée de validité du marché. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour du marché.

### **3.2.2. Lieu d'exécution du marché**

Les prestations objet du marché, seront exécutées principalement dans la zone méditerranéenne (Régions Occitanie et Provence-Alpes-Côte-D'azur).

## **3.3 Prestations similaires**

En cas d'éventuels achats similaires le pouvoir adjudicateur pourra recourir aux modifications des marchés (art R.2194-1 à R.2194-9 du code de la commande publique), aux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires (art R.2122-7 du code de la commande publique).

## **3.4 Variantes et/ou prestations supplémentaires éventuelles (PSE)**

Il n'est pas proposé de prestation supplémentaire. Des variantes techniques, sur les articles du BPU, sont autorisées dans le respect de la conformité réglementaire, sur proposition du candidat. Les variantes ne peuvent pas être proposées seules.

# **4 CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION**

## **4.1 Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est de 120 jours.

Il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

## **4.2 Nature des contractants**

Les candidats ne sont pas autorisés à présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels ou de membres d'un ou plusieurs groupements.

Conformément à l'article R.2142-19 du code de la commande publique, les opérateurs économiques sont en effet autorisés à se porter candidat sous forme de groupement solidaire ou conjoint, sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence.

Le cas échéant et dans les deux formes de groupements, l'un des opérateurs économiques membres du groupement, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représentera l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, et coordonnera les prestations des membres du groupement.

Il est prévu que le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

En outre, en cas de groupement conjoint, l'acte d'engagement sera un document unique qui indiquera le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engagera à exécuter ; en cas de groupement solidaire, l'acte d'engagement sera un document unique qui indiquera le montant total du marché et l'ensemble des prestations que les membres du groupement s'engageront solidairement à réaliser.

Les candidatures et les offres seront présentées soit par l'ensemble des opérateurs économiques groupés, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces opérateurs économiques au stade de la passation du marché. Un même opérateur économique ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Enfin, la composition du groupement ne pourra être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché. Toutefois, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres est mis en liquidation judiciaire ou qu'il se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il pourra demander au pouvoir adjudicateur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation sans cet opérateur défaillant, en proposant le cas échéant à l'acceptation du pouvoir adjudicateur un ou plusieurs sous-traitants. Le pouvoir adjudicateur se prononcera sur cette demande après examen de la capacité professionnelle, technique et financière de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants présentés à son acceptation.

## **5 MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES**

### **5.1 Modalités de retrait du dossier**

Le dossier de consultation des entreprises est gratuitement mis à disposition par téléchargement sur le site Internet : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

### **5.2 Composition du dossier**

Le dossier de consultation des entreprises remis aux candidats comporte les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (RC) ;
- L'acte d'engagement et le bordereau des prix unitaires qui en est son complément indissociable ;
- L'attestation sur l'honneur (à compléter) ;
- Le cahier des clauses administratives et techniques particulières (CCATP), dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'ONF, fait seul foi et ses annexes.

A noter, le CCAG étant réputé connu par les opérateurs économiques, il n'est pas matériellement joint au dossier de consultation.

## 6 MODALITES DE PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française.

Tous les courriers adressés à l'ONF doivent également être rédigés en français.

Les candidats doivent présenter leur dossier dans les conditions décrites ci-dessous sous peine d'être écartés.

### 6.1 Modalités de dépôt et de présentation des dossiers

Conformément à l'article R.2151-6 du code de la commande publique, **les dossiers des candidats sont transmis par voie électronique sur la plate-forme :**

<http://www.marches-publics.gouv.fr>

#### **Copie de sauvegarde :**

Parallèlement à l'envoi électronique de leur dossier, les candidats peuvent faire parvenir une copie de sauvegarde, dans les conditions fixées par l'arrêté sur les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

La copie de sauvegarde peut être :

- Sur support physique électronique (CR ROM, DVD ROM, clé USB),
- Sur support papier.

Cette copie est transmise sous pli scellé à l'adresse suivante :

OFFICE NATIONAL DES FORÊTS  
Pôle SST (à l'attention de Sébastien BATAILLE)  
1 Impasse d'Alicante  
30 000 NIMES

et doit comporter les mentions obligatoires suivantes :

- « Copie de sauvegarde »,
- N° du marché,
- Nom ou dénomination, du candidat.

Conformément à l'arrêté précité, la copie de sauvegarde pourra être ouverte :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant (virus) est détecté dans les documents transmis par voie électronique.
- Lorsque les documents transmis par voie électronique n'ont pas pu être ouverts.

**La copie de sauvegarde ne peut être prise en considération que si elle est parvenue dans le délai prescrit pour le dépôt des plis.**

### 6.2 Date limite de réception des plis

La date limite de remise des candidatures et des offres est fixée au :

**Mercredi 18 mars 2026 à 17h00 (heure de Paris, France)**

**Les plis contiendront les pièces énumérées à l'article 6.3 ci-dessous.**

## 6.3 Contenu du pli

### 6.3.1 La candidature

Chaque candidat y compris les cotraitants en cas de groupement d'entreprises aura à produire un dossier de candidature complet comprenant les pièces suivantes, datées par la personne habilitée à engager l'opérateur économique :

(les formulaires types non fournis dans le dossier de consultation sont téléchargeables sur le site Internet du ministère [Formulaires "Marchés publics" | Ministère de l'Économie des Finances et de la Souveraineté industrielle et énergétique](#) :

1. ☐ **SOIT la lettre de candidature (DC1)** mentionnant si le candidat se présente seul ou en groupement et, dans ce dernier cas, faisant apparaître les membres du groupement et l'habilitation du mandataire par ses co-traitants.

SOIT La déclaration sur l'honneur visée à l'article R2143-3 du Code de la Commande Publique, dûment datée et signée par une personne ayant pouvoir d'engager le candidat.

2. ☐ **le cas échéant, un pouvoir autorisant la personne signataire à engager la société candidate.**

3. ☐ **la déclaration de candidature (DC2)** précisant en particulier les éléments suivants :

1. le nom ou la dénomination du candidat, l'adresse du siège du candidat ou du siège social ;
2. le nom ou la dénomination du candidat, l'adresse du service qui exécutera les prestations et qui sera l'interlocuteur de l'ONF ;
3. les noms et fonctions des personnes ayant pouvoir d'engager la société ;
4. le chiffre d'affaires global et le chiffres d'affaires concernant les fournitures ou services objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
5. les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ainsi que l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature ;
6. une liste et des références des principales fournitures et des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé ;
7. un ou des certificats de qualification professionnelle, s'il en dispose. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle. Sera annexé à cette déclaration le document suivant :
8. la copie du ou des jugements autorisant le candidat en situation éventuelle de redressement judiciaire, à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché.

**Dans le cas de candidatures groupées, il est rappelé aux candidats que chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents demandés aux points 2 et 3. En effet, l'examen des candidatures portera sur les éléments fournis par tous les membres du groupement.**

Conformément à l'article R.2143-7 du code de la commande publique, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra produire en outre, avant notification du marché, les documents précisés à l'article 9 du présent règlement de la consultation.

### 6.3.2 L'offre

Elle comprend les pièces contractuelles suivantes :

1. ☐ **L'acte d'engagement et le Bordereau des Prix unitaires** du lot dûment complétés, datés et signés par le représentant de la société ou toute personne ayant pouvoir d'engager la société.  
**En cas de variantes, renseigner le dernier onglet du fichier BPU.**  
Cet acte d'engagement porte acceptation du cahier des clauses administratives et techniques particulières, sans aucune réserve.

2. ☐ L'offre technique. Elle comprend les pièces suivantes :

1. **L'engagement du candidat sur les délais maxima de livraison proposés.**
2. **Un dossier technique complet**, permettant d'apprécier la réalité des caractéristiques et spécifications exigées au Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (fiche technique par produit, certifications et normes, grilles de tailles proposées, fonctionnement logistique du candidat...).
3. **Les garanties techniques proposées.**

3. ☐ **Les échantillons conformément aux dispositions du présent Règlement de la Consultation.**

En plus des fiches techniques, le candidat devra fournir avec son offre, pour chaque article un **échantillon** conforme en tous points à la livraison future. Une attention particulière sera portée à la qualité et la couleur des tissus utilisés.

Sans que cela ne soit obligatoire, il est toutefois vivement conseillé de présenter un échantillon dans la ou les couleurs définitives. A défaut, le candidat devra joindre à son échantillon, une ou des pièces de tissu de qualité et de couleur conforme, d'au moins 0,5 m<sup>2</sup>.

Les échantillons ne sont pas à sérigraphies.

Chaque candidat devra envoyer un unique colis contenant tous ses échantillons pour les lots auxquels il soumissionne, colis sur lequel sera portée la mention suivante :

Marché public pour fourniture d'équipements de protection individuels Marché 2026-8700-003 <i>Raison sociale du candidat</i> <i>N° et libellé du lot ou des lots</i> NE PAS OUVRIR
---

Chaque échantillon devra être identifié au moyen d'une étiquette mentionnant le lot candidaté, la référence du produit telle que mentionnée au bordereau des prix et la raison sociale du candidat.

Pour les vêtements, la taille proposée sera du L et du 46 en taille française pour les pantalons.

Pour les chaussures, la taille proposée sera du 42.

Les candidats qui ne seront pas retenus pourront, s'ils le désirent et à leurs frais exclusifs, récupérer leurs échantillons à l'adresse d'envoi des offres. Les échantillons devront être retirés dans les 30 (trente jours) suivant l'envoi du courrier les informant du rejet de leur offre. Passé ce délai ils seront propriétés de l'O.N.F.

Les échantillons fournis par le ou les candidat(s) retenu(s) seront conservés comme témoins pendant la durée de validité du marché. Ils pourront être récupérés par ceux-ci, s'ils le désirent et à leurs frais exclusifs, à l'adresse ci-dessous pendant deux mois après la date d'expiration du présent marché. Passé ce délai, ils seront propriétés de l'O.N.F.

Les échantillons seront envoyés en colis recommandé avec accusé de réception ou remis contre récépissé à l'adresse suivante :

OFFICE NATIONAL DES FORÊTS  
Pôle SST (à l'attention de Sébastien BATAILLE)  
1 Impasse d'Alicante  
30 000 NIMES

La date limite de réception des échantillons est la même que la date limite de réception des offres, soit **le 18/03/2026 à 17h00.**



**Il n'y aura pas d'examen et de classement pour une offre sans échantillon ou un échantillon sans offre.**

**NOTA : Dans le cadre de la généralisation de la dématérialisation, les candidats sont fortement invités à indiquer leur adresse électronique (adresse mél). Il conviendra de préciser une adresse généraliste plutôt que nominative afin d'assurer la transmission effective des correspondances. Cette adresse doit être clairement lisible. Il est conseillé de la mentionner en version informatique, plutôt que manuscrite, pour éviter toute confusion.**

## **7 EXAMEN DES PLIS**

### **7.1 Examen des candidatures**

Le pouvoir adjudicateur procédera à l'ouverture et à l'examen de l'offre relative à la candidature. Avant de procéder à cet examen, s'il constate que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai identique pour tous les candidats et qui est fixé à 5 jours.

Au vu des pièces et renseignements figurant dans l'offre, sont éliminés conformément aux articles L.2141-1 à L.2141-14 et R.2144-7 du code de la commande publique, les candidats :

**1. dont la candidature n'est pas recevable pour les raisons suivantes :**

- le candidat est en état de liquidation judiciaire, ou de faillite personnelle, ou fait l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
- le candidat a fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions énumérées à l'article 8.1 de l'ordonnance n°2005-649 du 6 juin 2005 ;
- le candidat a fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-2, L.8221-3, L.8221-5 et L.8231-1, L.8241-1 et L.8251-1 du Code du travail ;
- le candidat n'a pas souscrit, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale ou n'a pas acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date ;
- le candidat assujetti à l'obligation définie à l'article L.5212-1 du Code du travail n'est pas en règle au regard des dispositions de l'article L.5212-5 du Code du travail ;
- le candidat a fait l'objet d'une interdiction de concourir aux marchés publics ;

**2. qui n'ont pas remis, ou de façon incomplète, les pièces demandées ;**

**3. qui ne présentent pas de garanties techniques et financières suffisantes.**

Conformément aux articles R.2132-1 à R.2132-14 du code de la commande publique portant sur la dématérialisation des communications et échanges d'informations, si une candidature transmise est rejetée en application des articles L.2141-1 à L.2141-14 et R.2144-7, l'offre correspondante est effacée des fichiers du pouvoir adjudicateur sans avoir été lue. Le candidat en est informé.

### **7.2 Examen des offres**

Les candidats seront évalués sur la base d'un DQE valant BPU (DQE = détail quantitatif estimatif).

L'absence des pièces exigées par l'article 6.3 du présent règlement de la consultation ou leur caractère incomplet entraînera le rejet de l'offre du candidat, pour non-conformité au règlement de la consultation.

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables telles que définies à l'article L2152-2 et suivants du code de la commande publique seront rejetées. Toutefois, le pouvoir adjudicateur pourra décider de mettre en

œuvre les dispositions de l'article R.2152-2 et autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Pour les candidats dont l'offre peut être examinée, et conformément à l'article R.2152-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur choisira l'offre jugée la plus avantageuse économiquement, selon les critères énoncés et pondérés en pourcentage ci-dessous :

<b>Valeur technique</b>	Adéquation des offres techniques aux attendus du cahier des charges	Coefficient de pondération : 50 %
<b>Prix</b>	Prix des fournitures	Coefficient de pondération : 25 %
<b>Délai de livraison et logistique</b>	Capacité à garantir les stocks tampons, assurer la livraison sur les sites dans les délais et la politique de retour des articles	Coefficient de pondération : 15 %
<b>Valeur environnementale</b>	Préciser les mesures environnementales mises en œuvre dans le cadre du marché	Coefficient de pondération : 10 %

Les offres seront classées par ordre décroissant au regard de l'ensemble de ces critères et l'offre la mieux classée sera retenue.

### **7.3 Attribution du marché**

Le marché sera attribué au candidat dont l'offre se révélera, le cas échéant après négociations, économiquement la plus avantageuse, compte tenu des critères pondérés énoncés à l'article 7.2 ci-dessus.

Toutefois, si le candidat retenu ne peut produire dans le délai fixé par le courrier, les pièces demandées à l'article R 324-4 ou R 324-7 du Code du Travail et les attestations et certificats délivrés par les organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations sociales et fiscales au 31 décembre de l'année précédente (cf. article R2144-7 du Code de la commande publique), son offre est rejetée. Une demande identique sera alors adressée, dans les mêmes conditions, à l'opérateur économique suivant dans le classement des offres.

L'ONF pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général.

## **8 TRAITEMENT DES OFFRES ANORMALEMENT BASSES**

Conformément à l'article R.2152-3 du code de la commande publique, dans le cas où leur offre paraîtrait anormalement basse, les candidats devront être en mesure de fournir toutes les justifications sur la composition de l'offre qui leur seront demandées par l'ONF pour lui permettre d'apprécier si l'offre de prix proposée est susceptible de couvrir les coûts du marché.

Si les informations fournies ne permettent pas au candidat de justifier son prix, il pourra être rejeté.

## **9 PIÈCES À REMETTRE PAR LE CANDIDAT ATTRIBUTAIRE**

### **9.1 Au titre des pièces mentionnées à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8222-8 du Code du travail**

Le candidat attributaire devra remettre les pièces suivantes :

#### **1. Dans tous les cas :**

- a) Une déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il ne se trouve pas dans un cas d'exclusion visé par le Code de la Commande Publique ;
- b) Une attestation de fourniture de déclarations sociales, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au cocontractant et datant de moins de 6 mois ;
- c) Une déclaration sur l'honneur du cocontractant du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires et le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalité des entreprises lorsque le cocontractant n'est pas tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers et n'est pas en mesure de produire les documents mentionnés au a) ou au b) du présent article.

#### **2. Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :**

- a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- c) Un devis, document publicitaire ou correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou tableau d'un ordre professionnel, ou référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente.

#### **3. Lorsque le candidat emploie des salariés :**

Une attestation sur l'honneur établie par ce contractant, à la date de signature du contrat et tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat, de la réalisation du travail avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10, L.3243-2 et R.3243-1 du Code du travail.

Ces pièces mises à jour seront exigées tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

### **9.2 Au titre des attestations et certificats sociaux et fiscaux**

Le marché ne peut être attribué au candidat retenu que sous réserve que celui-ci produise les certificats sociaux et fiscaux délivrés par les organismes compétents, au titre de l'année précédant le lancement de la consultation.

Le candidat peut produire comme justificatif de sa situation fiscale et sociale :

- les certificats fiscaux : la liasse 3666 (en trois ou quatre volets selon la situation du candidat) délivrée par les services fiscaux et attestant de la souscription des déclarations et des paiements concernant l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés et la taxe sur la valeur ajoutée ;
- les certificats sociaux délivrés par les caisses concernées (certificat URSSAF attestant la déclaration et le versement des cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales...).

Les certificats fiscaux et sociaux sont ceux établis pour l'année au cours de laquelle l'avis d'appel public à la concurrence est envoyé à la publication et traduisent la situation au 31 décembre de l'année précédente.

Les entreprises individuelles et sociétés de capitaux créées après le 31 décembre de l'année précédente doivent fournir à la place des certificats fiscaux et sociaux un récépissé de dépôt auprès d'un centre de formalités des entreprises ou un extrait Kbis.

Les sociétés de personnes et groupements ayant la personnalité morale créées après le 31 décembre de l'année précédente doivent fournir les volets 1 et 4 de la liasse 3666 en autant d'exemplaires qu'il y a d'associés ou de personnes redevables de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés ; à la place des autres certificats, ils doivent produire un récépissé de dépôt auprès d'un centre de formalités des entreprises ou un extrait Kbis.

Les candidats établis dans un État membre de l'Union Européenne, autre que la France, devront produire les certificats équivalents établis par les administrations et organismes du pays d'origine.

Si les candidats ne sont pas établis dans l'Union Européenne, ils doivent produire une déclaration sous serment effectuée devant une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine.

Ces certificats devront être fournis par le candidat, dans un délai de 10 jours, compté à partir de la réception de la demande de l'ONF (par mail ou lettre recommandée avec AR).

Si le candidat retenu est un groupement, la demande de l'ONF sera adressée au mandataire du groupement qui devra présenter, dans le délai indiqué ci-dessus, les pièces exigées pour l'ensemble des membres du groupement.

L'attention des candidats est attirée sur les éléments suivants :

Conformément à l'article R.2144-7 du code de la commande publique, si le candidat retenu ne peut produire les certificats fiscaux et sociaux dans le délai fixé par l'ONF, son offre est rejetée et la même demande est présentée au candidat suivant dans le classement des offres établi par le pouvoir adjudicateur.

## **10 DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires d'ordre administratif, juridique ou technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir leur demande au plus tard 12 jours avant la date limite de réception des offres.

Les renseignements complémentaires éventuels sur le dossier de consultation seront communiqués par l'ONF 8 jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des candidatures.

Si la nature des renseignements l'exige, une réponse sera alors adressée en temps utile à toutes les entreprises ayant retiré le dossier.

## **11 DELAI DE MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION DES OPERATEURS ECONOMIQUES**

L'ONF se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation, en les portant à la connaissance des candidats, le cas échéant par avis de publicité modificatif, au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi, par l'ONF, du dossier modifié aux candidats ayant retiré le dossier initial ou, lorsqu'un avis modificatif est publié, à compter de la date d'envoi de cet avis à la publication.